



**TNCDC**

**TABLE NATIONALE**

DES CORPORATIONS DE  
DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

# PLATEFORME ÉLECTORALE FÉDÉRALE

Les enjeux prioritaires de la TNCDC  
en vue des **élections fédérales 2019**

Septembre 2019

# TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE .....	2
1 <sup>RE</sup> THÉMATIQUE : URGENCE CLIMATIQUE ET IMPACT SOCIAL DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.....	3
2 <sup>E</sup> THÉMATIQUE : CONDITIONS DE VIE DES FEMMES .....	4
3 <sup>E</sup> THÉMATIQUE : INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES.....	5
4 <sup>E</sup> THÉMATIQUE : TRANSPORT COLLECTIF ET ADAPTÉ.....	6
5 <sup>E</sup> THÉMATIQUE : LOGEMENT SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE .....	7

# PRÉAMBULE

Au Québec, il existe plusieurs milliers d'organismes d'action communautaire autonome.

Actuellement, la Table nationale des Corporations de développement communautaire (TNCDC) compte 65 Corporations de développement communautaire (CDC) membres qui sont réparties dans quinze des dix-sept régions administratives du Québec. Ce vaste réseau regroupe à lui seul tout près de 2 500 organismes communautaires qui œuvrent dans presque toutes les sphères de l'activité humaine tant en milieu rural qu'en milieu urbain.

Le réseau des CDC de par son caractère multisectoriel est le plus important regroupement d'organismes communautaires au Québec. Fortement ancrées dans leur milieu respectif, l'action des CDC porte non seulement sur les enjeux propres au territoire, mais aussi sur les aspirations et les préoccupations citoyennes. Elles soutiennent les organismes et défendent la place incontournable que doit occuper le mouvement communautaire autonome dans le développement local, et ce, dans une perspective de développement global et durable de nos communautés.

Les CDC possèdent une expertise unique, ce qui leur confère un rôle de premier plan qui les place au cœur des enjeux de développement socio-économique de notre société. Travaillant en partenariat étroit avec les acteurs institutionnels, municipaux, paramunicipaux, socioéconomiques, communautaires ainsi qu'avec les citoyens et citoyennes de leur territoire, l'action des CDC contribue quotidiennement à l'édification d'une société plus solidaire, plus inclusive, plus démocratique, plus égalitaire et plus respectueuse. Les CDC sont des intervenants incontournables.

# 1<sup>re</sup> THÉMATIQUE : URGENCE CLIMATIQUE ET IMPACT SOCIAL DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Depuis maintenant plusieurs années nous sommes à même de constater les effets dévastateurs des dérèglements climatiques, à travers le monde, au Canada et au Québec. Les inondations printanières de 2019 ainsi que la tempête Dorian qui s'est abattue sur l'est de la province, ces derniers jours, témoignent de la situation.

Si toutes les populations sont touchées par ces catastrophes naturelles, il appert que les personnes les plus vulnérables sont souvent celles pour lesquelles, ces événements sont les plus dommageables. En effet, le professeur de géographie Philippe Gachon, de l'UQAM, l'affirmait lors de son passage à RDI économie : « Les catastrophes touchent en premier lieu les personnes les plus vulnérables, celles qui sont évidemment moins nanties d'un point de vue socioéconomique, mais aussi celles qui ont des problèmes de santé parce que la mobilité est l'un des facteurs qui va faire en sorte qu'on va pouvoir échapper [ou non] à un événement qui se produit »<sup>1</sup>.

Au Québec, les inondations du printemps ont mis en lumière des situations plus que dramatiques de familles qui, faute d'avoir pu assurer leurs biens, par manque de moyen, ont tout perdu. De plus, ces événements ont aussi des impacts économiques : nettoyer les dégâts, dédommager les sinistrés ou encore les relocaliser, se chiffrent en milliard de dollars<sup>2</sup>.

Ainsi, les conséquences sociales et économiques des changements climatiques sont considérables et cela ne devrait aller qu'en s'amplifiant.

## Question principale :

- Quelles sont les mesures que vos formations politiques respectives s'engagent à mettre en place pour limiter et s'adapter aux changements climatiques?

## Questions de relance :

- Comment allez-vous vous y prendre pour soutenir les communautés, afin qu'elles deviennent plus résilientes face aux catastrophes naturelles?
- Nous l'avons dit, les populations les plus pauvres, mais pas seulement, vont être particulièrement affectées par les changements climatiques, dans l'avenir<sup>3</sup>. Quelles sont les mesures prioritaires à mettre en place pour limiter l'impact de ces changements sur les populations les plus vulnérables?

---

<sup>1</sup> <https://ici.radio-canada.ca/tele/rdi-economie/site/episodes/442352/episode-du-2-septembre-2019>

<sup>2</sup> [https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1285014/plus-demunis-vulnerable-premieres-victimes-catastrophes-gerald-fillion?fbclid=IwAR0pcXnMNkMh6h8fCFz3LNKI\\_NTIHlqIUECO73d6DMpbCDexzVr0lgHLA8](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1285014/plus-demunis-vulnerable-premieres-victimes-catastrophes-gerald-fillion?fbclid=IwAR0pcXnMNkMh6h8fCFz3LNKI_NTIHlqIUECO73d6DMpbCDexzVr0lgHLA8)

<sup>3</sup> <https://ici.radio-canada.ca/tele/rdi-economie/site/episodes/442352/episode-du-2-septembre-2019>  
[https://www.liberation.fr/debats/2018/12/10/la-lutte-contre-le-changement-climatique-et-contre-la-pauvrete-vont-de-pair\\_1697077](https://www.liberation.fr/debats/2018/12/10/la-lutte-contre-le-changement-climatique-et-contre-la-pauvrete-vont-de-pair_1697077)

## 2<sup>e</sup> THÉMATIQUE : CONDITIONS DE VIE DES FEMMES

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté et l'Observatoire de la pauvreté et des inégalités au Québec ont mis de l'avant dans un dossier « Femmes et pauvreté », des statistiques qui ne sont pas reluisantes en matière de conditions de vie des femmes au Québec<sup>4</sup>.

On apprend par exemple que « sur dix personnes qui travaillent au salaire minimum, six sont des femmes » ou encore que « les femmes gagnent en moyenne 2,55\$ de l'heure de moins que les hommes ».

On nous informe également que « dans une famille monoparentale avec une femme à sa tête, on est deux fois plus souvent pauvres que pour une famille monoparentale avec un homme à sa tête ».

Si on se penche particulièrement sur le cas des femmes autochtones, on indique que « 66 % des femmes des Premières Nations vivant sur une réserve ont un revenu annuel inférieur à 10 000 \$ ».

Les chiffres pour le Canada confirment la tendance. « En 2015, les femmes au Canada touchaient un revenu personnel annuel moyen inférieur à celui des hommes — une tendance qui persiste depuis 1976, première année pour laquelle des données comparables sont disponibles »<sup>5</sup>. Ce revenu était de 35 300 \$ pour les femmes et de 51 400 \$ pour les hommes en 2015. On apprend également que « les femmes sont plus vulnérables au faible revenu que les hommes, et ce, pour un certain nombre de raisons » (salaires horaires moyens inférieurs, temps partiel, professions faiblement rémunérées, etc.).

### Question principale :

- Un des moyens de lutter contre la pauvreté et la précarité des femmes est de réduire les inégalités socioéconomiques entre les genres. Selon vous, quelle politique publique serait susceptible de contribuer à réduire ces inégalités et améliorer les conditions de vie des femmes?

### Questions de relance :

- Quelles sont les mesures à privilégier ou les actions concrètes à mettre en place, selon vous, pour améliorer les conditions de vie des femmes au pays? Quels sont vos engagements à cet égard?
- Quels seraient les moyens à privilégier pour réduire les inégalités salariales entre les hommes et les femmes dans notre société, selon vous?

---

<sup>4</sup> <http://www.pauvrete.qc.ca/document/femmes-et-pauvrete/>

<sup>5</sup> <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-503-x/2015001/article/54930-fra.htm>

## 3<sup>e</sup> THÉMATIQUE : INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES

Dans le cadre du plan *Investir dans le Canada*, le plan d'infrastructure du gouvernement prévoit des investissements considérables<sup>6</sup> dans quatre domaines prioritaires et notamment dans les infrastructures communautaires, culturelles et récréatives. Ce qui est toutefois regrettable, c'est de constater que la contribution du fédéral ne peut aller au-delà de 40 % du budget global d'un projet d'infrastructure communautaire, pour les organismes à but non lucratif.

En effet, la Table nationale est particulièrement préoccupée par la question des bâtiments communautaires puisque bon nombre d'organismes communautaires sont aux prises avec des enjeux complexes de localisation et/ou de relocalisation. Le cas du centre communautaire de Louiseville a mis en lumière cette criante réalité<sup>7</sup>.

Dans un contexte de sous-financement, les organismes communautaires travaillent d'arrache-pied pour optimiser les ressources à leur disposition et la mutualisation des bâtiments est souvent une des solutions privilégiées, pour faire des économies. Le regroupement des organismes sous un même toit n'est toutefois pas seulement une question d'économie d'échelle. Ces lieux communautaires, en plus de répondre aux enjeux de proximité des services pour les citoyens et de densification des centres urbains et ruraux, sont aussi des incubateurs d'innovation et de cohésion sociale dans les territoires partout au Québec.

Malheureusement, les organisations communautaires n'ont actuellement aucun levier financier pour l'acquisition de bâtiments et il est aussi très complexe de financer la rénovation ou encore l'entretien de bâtiments communautaires. Ainsi, pour les organismes, qui n'ont aucune marge de manœuvre financière, financer un projet d'infrastructure communautaire, même avec le soutien actuel offert (fédéral et provincial), devient impensable.

### Question principale :

- Quels sont vos engagements afin de faciliter l'accès à la propriété, le réaménagement et l'entretien d'immeubles pour les organismes communautaires?

### Questions de relance :

- Comment repenser le programme d'infrastructure communautaire déjà en place, pour le moment trop contraignant pour les organismes?

---

<sup>6</sup> <https://www.infrastructure.gc.ca/alt-format/pdf/plan/iba-ebi/quebec-f.pdf>

<sup>7</sup> <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1133091/organismes-centre-communautaire-louiseville-inquietude-boulodrome-registre>

## 4<sup>e</sup> THÉMATIQUE : TRANSPORT COLLECTIF ET ADAPTÉ

Un puissant outil à la disposition des gouvernements en matière de lutte à la pauvreté et de réduction des inégalités est la mise en place de politiques publiques efficaces, notamment en matière de transports collectifs. La mobilité a, en effet, un impact considérable sur la qualité de vie des individus<sup>8</sup>.

Se mouvoir s'est aussi être en mesure de répondre à des besoins sociaux (se nourrir, trouver ou se rendre au travail, prendre part à des activités sociales ou de loisirs). Ainsi, un individu qui n'a pas accès à des infrastructures de transport est susceptible d'être exclu de la vie sociale<sup>9</sup>.

N'oublions pas que le déploiement du transport collectif peut aussi être envisagé comme un levier de développement économique, de limitation des nuisances environnementales, mais aussi comme un moyen efficace d'aménagement et d'occupation dynamique du territoire<sup>10</sup>.

À la fois en milieu urbain, mais aussi en milieu rural, les besoins en matière de transport collectif et adapté sont criants. Les élus du Québec en appel même à un sommet sur le transport collectif régional interurbain<sup>11</sup>.

De nombreux acteurs, des élus municipaux en passant par des associations, exhortent le futur gouvernement à se doter d'une vision et d'une stratégie à long terme pour le développement du transport collectif dans le pays. Ils réclament, par le fait même un financement permanent, stable et prévisible, ce qui n'est pas le cas actuellement, puisque les transports en commun sont financés par projet<sup>12,13</sup>.

### Question principale :

- Quelle est votre vision en matière de transport en commun pour le milieu urbain et rural au Québec, dans une perspective d'aménagement et d'occupation du territoire?

### Questions de relance :

- L'accessibilité (prix, horaires, fréquences, etc.) est un enjeu crucial, lorsque l'on parle d'infrastructure de transport en commun. Quels sont les moyens à privilégier afin d'assurer la mobilité de tous et particulièrement des personnes les plus vulnérables (les personnes âgées, les plus démunies, les étudiants, les travailleurs précaires), sur l'ensemble du territoire (autant urbain que rural)?
- Quelles seront vos stratégies afin de limiter la congestion dans les grands centres?

---

<sup>8</sup> <https://www.fqm.ca › 2014/04 › memfqm-mobilite-durable-100713>

<sup>9</sup> Paulhiac Scherrer F. (2018). Rapport final : Portrait des disparités en matière de mobilité dans l'agglomération de Montréal. Étude portant sur la caractérisation des inégalités de mobilité quotidienne. Ville de Montréal et Chaire In.SITU, Montréal.

<sup>10</sup> idem.

<sup>11</sup> <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1286432/conference-prefets-abitibi-temiscamingue-sommet-transport>

<sup>12</sup> <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1163381/autobus-skytrain-financement-plateforme-electorale>

<sup>13</sup> <https://www.journaldemontreal.com/2019/09/11/elections-federales-trajectoire-quebec-presente-ses-demandes>

## 5<sup>e</sup> THÉMATIQUE : LOGEMENT SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE

Le logement social et communautaire (LSC) est reconnu à la fois comme un levier de développement économique, social et territorial<sup>14</sup>

il s'agit en effet d'un outil de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ces logements permettent, grâce à leur offre locative abordable, de limiter la précarité des citoyens qui en bénéficient. Parce que ces espaces locatifs favorisent les rencontres entre résidents et facilitent leur participation sociale, ils sont aussi des vecteurs de liens sociaux et des tremplins vers le développement des capacités d'agir des individus. Finalement, le logement social et communautaire est aussi un levier pour la revitalisation urbaine et la lutte contre la dévitalisation rurale. Il est en effet un « moyen de rétention des personnes âgées en milieu rural et des familles en zones urbaines »<sup>15</sup>.

Or, il s'agit d'un doux euphémisme de dire que les logements sociaux se font rares au Canada. La part du logement social et communautaire (570 000 unités) dans l'ensemble du parc immobilier résidentiel n'est que de 3,7%, alors que d'en d'entre pays cette proportion peut atteindre 40 % (l'Allemagne 14%, la Suède 22% ou les Pays-Bas 40%)<sup>16</sup>.

Pour le Québec, les données du FRAPU sont saisissantes : ce sont quelques 244 120 ménages locataires qui ont des besoins impérieux de logement - parce qu'ils habitent dans un logement trop cher, trop petit et/ou en mauvais état<sup>17</sup>.

Comme nous le rappelle le Réseau québécois des OSBL d'habitation<sup>18</sup> « le logement figure au premier plan des préoccupations des ménages vulnérables au Québec comme au Canada, et demeure l'un des principaux déterminants sociaux de la santé »<sup>19</sup>. Il s'agit donc d'un des enjeux incontournables de ces élections fédérales.

### Question principale :

- Quelle est votre vision du logement social et communautaire pour le Canada?

### Questions de relance :

- Quels sont vos engagements en regard de cet enjeu?
- Quelle est votre stratégie pour consolider le logement social et communautaire dans le comté?

---

<sup>14</sup> [file:///C:/Users/Proprietaire/Downloads/Brochure\\_synthese\\_WEB\\_VF.pdf](file:///C:/Users/Proprietaire/Downloads/Brochure_synthese_WEB_VF.pdf)

<sup>15</sup> **Idem**

<sup>16</sup> <https://rqoh.com/part-du-logement-social-dans-le-parc-immobilier-une-tendance-a-inverser/>

<sup>17</sup> <file:///C:/Users/Proprietaire/Downloads/Dossier-Noir-2018.pdf>

<sup>18</sup> Le RQOH a fait un travail remarquable de recension en vue des élections. Pour chaque circonscription, il fait un portrait précis du logement communautaire. Il y documente le pourcentage de ménages locataires, de ménages consacrant plus de 30 % de leur revenu au logement, des logements insalubres et des ménages en situation de surpeuplement. À titre d'exemple, [consultez ici](#) le portrait de la circonscription de Beauport–Limoilou.

<sup>19</sup> <https://rqoh.com/elections-a-ottawa-faire-du-logement-un-enjeu-majeur/>